



**RADA
UNII EUROPEJSKIEJ**

**Bruksela, 14 marca 2011 r. (16.03)
(OR. fr)**

7342/11

DROIPEN 16

PISMO PRZEWODNIE

Od:	François Biltgen, minister sprawiedliwości WIELKIEGO KSIĘSTWA LUKSEMBURGA
Data:	28 lutego 2011 r.
Do:	Sekretariat Generalny Rady Unii Europejskiej Ivan Bizjak, dyrektor generalny DG H (Wymiar sprawiedliwości i sprawy wewnętrzne)
Dotyczy:	Transpozycja decyzji ramowej Rady 2008/913/WSiSW z dnia 28 listopada 2008 r. w sprawie zwalczania pewnych form i przejawów rasizmu i ksenofobii za pomocą środków prawnokarnych

Szanowny Panie Sekretarzu Generalny!

Mam zaszczyt poinformować Pana, że Luksemburg dokonał, w drodze ustawy z dnia 13 lutego 2011 r., transpozycji wyżej wymienionej decyzji ramowej.

Wykonując art. 1 ust. 4 przedmiotowej decyzji ramowej, Luksemburg pragnie złożyć następujące oświadczenie:

Luksemburg oświadcza, że negowanie lub rażące pomniejszanie przestępstw, o których mowa w ust. 1 lit. c) lub d) przedmiotowej decyzji ramowej będzie w nim karalne tylko wtedy, gdy zostanie ostatecznie stwierdzone przez sąd luksemburski lub trybunał międzynarodowy.

(Zwrot grzecznościowy)

François BILTGEN

Art. 4. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Château de Berg, le 13 février 2011.
Henri

Loi du 13 février 2011 portant modification de l'article 457-3 du Code pénal.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,
Notre Conseil d'État entendu;
De l'assentiment de la Chambre des Députés;
Vu la décision de la Chambre des Députés du 27 janvier 2011 et celle du Conseil d'État du 1^{er} février 2011 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. L'article 457-3 du Code pénal est modifié comme suit:

«Art. 457-3. (1) Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou de l'une de ces peines seulement celui qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, a contesté, minimisé, justifié ou nié l'existence d'un ou de plusieurs crimes contre l'humanité ou crimes de guerre tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 et qui ont été commis soit par les membres d'une organisation déclarée criminelle en application de l'article 9 dudit statut, soit par une personne reconnue coupable de tels crimes par une juridiction luxembourgeoise, étrangère ou internationale.

(2) Est puni des mêmes peines ou de l'une de ces peines seulement celui qui, par un des moyens énoncés au paragraphe précédent, a contesté, minimisé, justifié ou nié l'existence d'un ou de plusieurs génocides tels qu'ils sont définis par la loi du 8 août 1985 portant répression du génocide et par l'article 6 du Statut de la Cour pénale internationale, ainsi que des crimes contre l'humanité et crimes de guerres, tels qu'ils sont définis aux articles 7 et 8 du Statut de la Cour pénale internationale et reconnus par une juridiction luxembourgeoise ou internationale.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de la Justice,
François Biltgen*

Château de Berg, le 13 février 2011.
Henri

Doc. parl. 6126; sess. ord. 2009-2010 et 2010-2011.